



DECISION N°004/2023/ARMP/CR/CRDS DU 28 MARS 2023

**DU COMITE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS ET DES SANCTIONS
STATUANT EN FORMATION LITIGES SUR LE RECOURS DU GROUPEMENT
ICETECH/BTS-CONSULT CONTRE LE PROJET PUEG DE LA SOCIETE DES
EAUX DE GUINEE SA SUITE A L'APPEL D'OFFRES AOI
N°03GC/MEHH/SEG/PUEG/F/2022 POUR L'ACQUISITION D'UN SYSTEME
DE GESTION CLIENTELE INTEGRE (LOGICIEL ET INFRASTRUCTURE DE
RESEAUX).**

**LE COMITE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS ET DES SANCTIONS
STATUANT EN FORMATION LITIGES,**

Vu la Charte de la Transition ;

Vu la loi L/2012/020/CNT du 11 octobre 2012, fixant les règles régissant la Passation, le Contrôle et la Régulation des Marchés Publics et Délégations de Service Public ;

Vu la loi L/2018/028/AN du 05 juillet 2018, portant modification de la loi L/2012/020/CNT du 11 octobre 2012, fixant les règles régissant la Passation, le Contrôle et la Régulation des Marchés Publics et Délégations de Service Public ;

Vu le Décret D/2022/0227/PRG/CNRD/SGG du 10 mai 2022 portant nomination des membres du Conseil de Régulation de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics ;

Vu le Décret D/2022/0077/PRG/CNRD/SGG du 02 février 2022, portant nomination du Directeur Général de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics ;

Vu le décret D/333/PRG/SGG du 17 décembre 2019, portant Code des Marchés Publics ;

Vu le décret D/2020/154/PRG/SGG du 10 juillet 2020, portant Attributions, Organisation et Fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics ;

Vu le recours exercé par le groupement ICETECH/BTS-CONSULT contre la société des Eaux de Guinée SA en date du 24 février 2023 ;

Vu les pièces du dossier.

(Handwritten signatures and initials)

Après avoir entendu Monsieur DIAKITE Bakari, rapporteur, en présence de :

- 1- M. Sidi Mouctar DICKO, président du Conseil de Régulation;
- 2- M. Lanciné KEITA, Vice-Président a donné sa voie à M.Holomo Koni KOUROUMA;
- 3- M.Moussa Iboun CONTE, membre du CRDS;
- 4- M. Lansana SIDIBE SANGARE, membre du CRDS;
- 5- M.Moussa SANGARE, membre du CRDS;
- 6- Mtre Basekou SHEK CONDE, membre du CRDS ;
- 7- M.Holomo Koni KOUROUMA, membre du CRDS.
- 8- M. Ibrahima Sory SACKO, membre du CRDS.

Les parties :

Pour le Groupement ICETECH/BTS-CONSULT

Nom : GUERSS

Prénom : AMIN

Statut : Executive Sales Manager

Pour la Société des Eaux de Guinée

Nom : Diallo

Prénom : Elhadj Alareny

Statut : Sous-Directeur Planification et Investissements

Nom : SYLLA

Prénom : Aboubacar

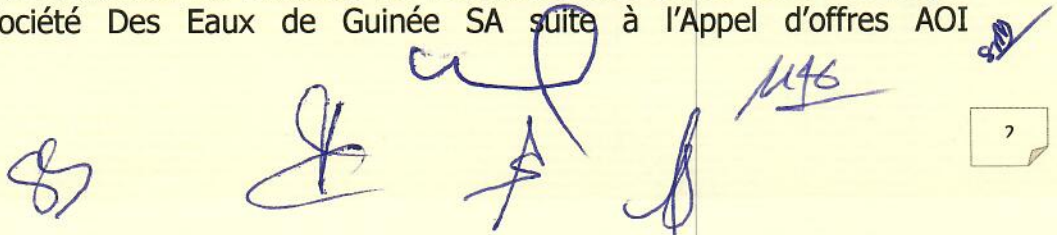
Statut : SPM PUEG

Après en avoir examiné conformément à la Loi et aux principes généraux de la régulation,

Adopte la présente délibération fondée sur la régularité de la saisine, des faits et moyens juridiques exposés par les différentes parties ;

Par référence au courrier du groupement ICETECH/BTS-CONSULT du 20 février 2023, la Direction Générale de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics, a été saisie par le Président du Conseil de Régulation en date du 24 février 2023.

Dans le courrier, ledit groupement en sa qualité de soumissionnaire, formule un recours aux fins de contester les résultats de l'évaluation des offres contre le projet PUEG de la Société Des Eaux de Guinée SA suite à l'Appel d'offres AOI



Handwritten signatures and initials in blue ink at the bottom of the page. There are several distinct signatures, including one that appears to be 'S', another 'J', and others that are more stylized. To the right, there is a small box containing the number '2'.

N°03GC/MEHH/SEG/PUEG/F/2022 pour l'acquisition d'un Système de Gestion Clientèle Intégré (Logiciel et Infrastructure de Réseaux).

I- CONTEXTE :

Le Gouvernement de la République de Guinée a reçu un financement de la Banque Mondiale pour financer le projet urbain eau de Guinée (PUEG), et à l'intention d'utiliser une partie de ce don pour effectuer des paiements au titre du marché d'acquisition d'un système de gestion clientèle Intégré (Logiciel et Infrastructure de Réseaux) pour la Société des Eaux de Guinée (SEG-SA).

Lot 1 : Acquisition d'un système de gestion clientèle intégré

Partie 1 : acquisition et déploiement de l'infrastructure, serveur dans les deux datacenters principaux et secours

Partie 2 : acquisition et déploiement du système de gestion de base de données

Partie 3 : acquisition et déploiement de l'application de gestion clientèle intégré

Lot 2 : Optimisation des réseaux informatiques locaux : direction générale et sites distants.

Après l'ouverture des plis, la Banque Mondiale a donné son ANO sur le rapport d'évaluation des offres.

Le groupement ICETECH/BTS-CONSULT, une des entreprises soumissionnaire a contesté les résultats de l'évaluation.

Ce projet est financé par la Banque Mondiale à hauteur de 30 millions de dollars.

• SUR LA RECEVABILITE

Vu l'article 23 de la loi L/2012/020/CNT du 11 Octobre 2012, fixant les règles régissant la passation, le contrôle et la régulation des marchés publics et délégations de service public dispose que : « Toute personne ayant connaissance d'un manquement ou d'un risque de manquement à la réglementation des marchés publics ou des délégations de service public doit en informer l'autorité contractante, son supérieur hiérarchique, l'ARMP, les structures de passation et de contrôle et toute autre autorité disposant d'un pouvoir d'enquête et de sanction sur de tels agissements. »

Vu le code des marchés publics en ses articles 148 et 149 relatifs à l'objet ainsi qu'au délai d'introduction des recours ;

Considérant que le groupement ICETECH/BTS-CONSULT est soumissionnaire à l'appel d'offres en cause ;

Considérant qu'elle a respecté toutes les règles et les étapes relatives au délai et à l'objet des recours auprès de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics.

Handwritten signatures and a small box with the number 3.

Il convient donc de déclarer le présent recours recevable.

II- EXAMEN DU LITIGE

II.1- LES MOYENS A L'APPUI DU RECOURS

• LES MOYENS EXPOSES PAR LE REQUERANT

Monsieur AMIN GUERSS Executive Sales Manager a pris la parole pour exprimer ce qui suit :

« ICETECH est dans une démarche de partenariat constructive et transparente. L'objectif visé par ICETECH est d'aider au développement de la Guinée, faire un partenariat gagnant gagnant, créer de l'emploi.

Une demande de consultation a été émise en 2022 par la Société des Eaux de Guinée SEG. Il y avait deux (02) lots distincts :

Le lot 1 concernait la solution de paiement et de régulation de la facture de la SEG ;

Le lot 2 l'infrastructure de réseaux.

ICETECH, en tant que spécialiste a soumissionné pour les deux lots et estime que pour la réussite du projet, les deux lots ne peuvent pas être dissociés. L'infrastructure ne peut être dissociée de la solution. Un écrit à ce sujet avait été adressé à la SEG sans suite.

Le projet est financé par la Banque Mondiale à hauteur de 35 millions de dollars. C'est un domaine dans lequel nous avons de l'expérience pour avoir exécuté des travaux dans différents pays tels qu'au Congo, Mozambique, Zimbabwe....

L'ouverture des plis a eu lieu en août 2022, aucune remarque n'a été faite sur nos différentes propositions technique et financière. Tout était correcte.

De la date de dépôt des offres jusqu'à l'attribution provisoire des deux lots, plusieurs relances ont été faites à la SEG sans suite les 28 octobre, le 03 novembre, le 09 décembre 2022. Nous avons été surpris par la notification de l'attribution provisoire le 29 décembre 2022, date qui coïncide à la période des fêtes et du rejet de notre offre.

A l'approche de l'expiration de la garantie bancaire, le renouvellement s'en est suivi le 8 décembre 2022.

Tout le dossier a été fait en français, sauf la garantie bancaire qui était en anglais.

Dans le dossier d'appel d'offres, il n'y a aucun canevas pour la garantie bancaire. A l'ouverture des plis, la garantie bancaire n'a pas été rejetée. En toute transparence, la SEG aurait pu nous contacter pour nous demander de traduire ladite garantie. Il n'y a pas eu de transparence, il y a eu vice de procédure des lois en vigueur.

La SEG n'a pas respecté conformément au code des marchés publics, le délai prévu pour le débriefing, nous n'avons eu que trois (03) jours pour le débriefing.

Un courrier a été adressé à la SEG pour dénoncer l'attribution. En réponse, la SEG déclare avoir déjà fait l'attribution.



Nous avons également saisi la Banque Mondiale sans suite.

Après toutes les tentatives de règlement à l'amiable avec la SEG sans suite, ICETECH a finalement saisi l'ARMP afin d'être rétabli dans ses droits ».

- **LES MOYENS DONNES PAR LE PROJET PUEG DE LA SOCIETE DES EAUX DE GUINEE SA**

Monsieur Diallo prenant la parole est revenu sur les faits comme suit :

« La SEG-SA a bénéficié à travers le Projet Urbain Eau de Guinée (PUEG) pour un budget de 30 millions de Dollars financé par la Banque Mondiale.

Il s'agit d'un dossier lancé le 30 Mai 2022 auquel le groupement ICETECH a soumissionné.

Suite à l'ANO donné par la Banque Mondiale en date du 15 décembre 2022 sur le rapport d'évaluation, une notification d'intention d'attribution a été adressée aux soumissionnaires dudit projet. Le 30 décembre 2022, ICETECH nous a adressé une réclamation par email pour dire qu'ils ne sont pas d'accord sur les motifs du rejet de leur offre.

Sa garantie bancaire a été faite en anglais alors que les clauses du DAO ont prévu la langue française.

Concernant l'allotissement du marché, le DAO a prévu qu'un candidat peut soumissionner pour les 2 lots et être attributaire à la foi.

Toutes les correspondances obligatoires ont été répondues à tous les soumissionnaires.

Ce projet a des activités distinctes à savoir la gestion clientèle et l'interconnexion du réseau.

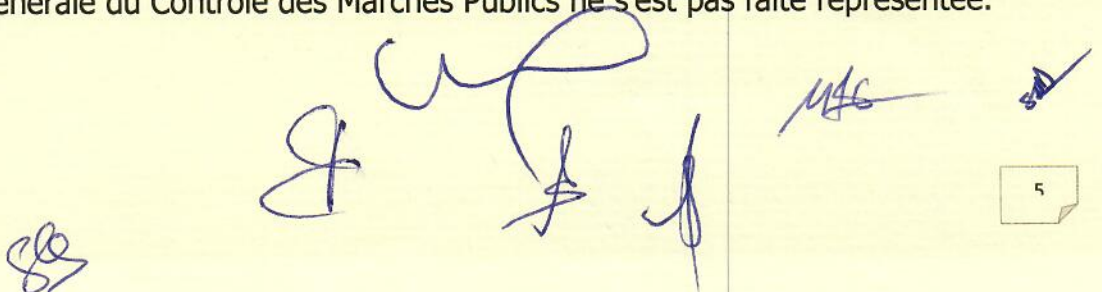
ICETECH n'a pas demandé de débriefing, il a fait directement une réclamation.

Les deux réclamations de ICETECH ont été adressées à la SEG aux dates du 30 décembre 2022 et le 13 janvier 2023 et toutes les deux ont été répondues aux dates ci-après : 10 janvier 2023 et 16 janvier 2023.

Après une attente d'un mois, la SEG a fait une notification aux entreprises pour la négociation et la mise en forme des contrats.

- **LES MOTIFS DONNES PAR LA DIRECTION GENERALE DU CONTROLE DES MARCHES PUBLICS (DGCMP)**

La Direction Générale du Contrôle des Marchés Publics ne s'est pas faite représentée.



Handwritten signatures and initials in blue ink at the bottom of the page. There are several distinct signatures, including one that appears to be 'MS' and another that looks like 'SD'. A small box with the number '5' is visible in the bottom right corner.

II.2 QUALIFICATION DES FAITS :

Il résulte des faits et des moyens qui sous-tendent que dans le cas d'espèce, il s'agit d'un recours en contestation des résultats de l'évaluation des offres.

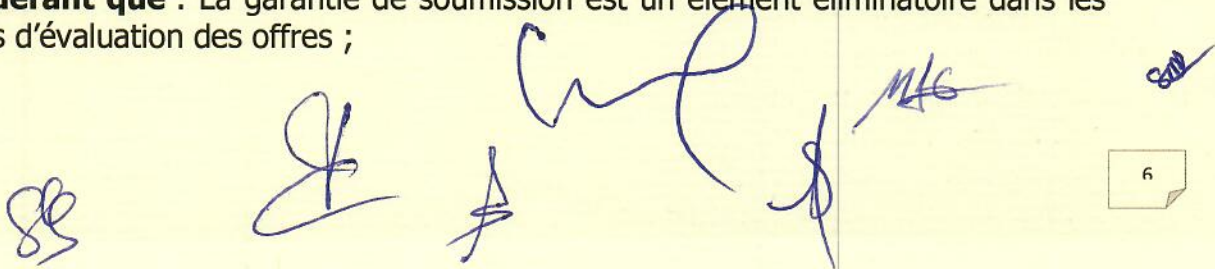
• SUR LE FOND

Le Comité de Règlement des Différends et des Sanctions (CRDS), sur la base des documents et informations reçus des différentes parties constate que :

- La Banque Mondiale a donné son ANO sur le projet de DAO et le rapport d'évaluation ;
- Le groupement estime avoir fourni une caution de soumission conforme aux dispositions du DAO bien qu'étant dans une autre langue (Anglais) ;
- Pour le Groupement, la société TMI, qui a été choisie attributaire du marché, a soumissionné dans les deux lots. Dans le lot 1 en groupement et dans le lot 2 en solo, ce qui est contraire à la réglementation.
- Le projet PUEG a rejeté l'offre du groupement pour faute de non-conformité notamment la langue utilisée pour la caution de soumission ;
- Conformément aux dispositions combinées de l'article 52 du code des Marchés Publics et du DPAO, section I. Instructions aux soumissionnaires, 10.1 en sa page 13, stipule que : **« l'offre, ainsi que toute la correspondance et tous les documents concernant la soumission, échangés entre le soumissionnaire et l'acheteur seront rédigés dans la langue indiquée dans les DPAO. Les documents complémentaires et les imprimés fournis par le soumissionnaire dans le cadre de la soumission peuvent être rédigés dans une autre langue à condition d'être accompagnés d'une traduction dans la langue indiquée dans les DPAO des passages en rapport avec l'offre, auquel cas, aux fins d'interprétation de l'offres, la traduction fera foi ».**
- Conformément à l'avis d'appel d'offres international N°03GC/MEHH/SEG/PUEG/F/2022 du 30 mai 2022, **« chaque lot est indivisible. Le soumissionnaire peut proposer deux offres pour les deux lots et être attributaire des deux lots à la fois. Les offres partielles par lots ne sont en aucun cas prises en compte. Si un soumissionnaire remporte les deux lots, un marché global portant sur l'ensemble de ces lots peut être conclu. En cas de groupement d'entreprises la validité de l'offre est conditionnée par un accord de groupement et un chef de file clairement identifié».**

III. CONCLUSION

Considérant que : La garantie de soumission est un élément éliminatoire dans les critères d'évaluation des offres ;



Handwritten signatures and initials in blue ink at the bottom of the page.

Considérant que : La langue française est la langue d'usage dans les procédures de passation, d'exécution, de règlement, de contrôle et de régulation des Marchés Publics;

Le rejet de l'offre du groupement ICETECH/BTS-CONSULT par la commission d'évaluation des offres pour ce motif est fondé ;

Par ces motifs, le Comité de Règlement des Différends et des Sanctions (CRDS) décide:

- De débouter le requérant de ses prétentions ;
- D'ordonner la levée de la suspension de la procédure ;
- D'ordonner en conséquence, la continuation de la procédure de passation par le projet PUEG de la Société des Eaux de Guinée SA.

Dit que le Directeur Général de l'ARMP est chargé de notifier aux parties avec ampliation au Président de la République, au Premier Ministre, au Ministre de l'Economie et des Finances, la présente décision, qui sera publiée sur le portail des marchés publics et insérée dans le bulletin officiel des marchés publics à la prochaine parution.

ET ONT SIGNE LES MEMBRES DU CRDS CONFORMEMENT A L'ARTICLE 20 DU DECRET D/2020/154/PRG/SGG PORTANT ATTRIBUTIONS, ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT DE L'AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS

M. Lanciné KEITA

M. Lansana SIDIBE SANGARE

Mtre Basekou SHEK CONDE

M. Ibrahima Sory SACKO

M.Moussa Iboun CONTE

M.Moussa SANGARE

M.Holomo Koni KOUROUMA

LE PRESIDENT

M. Sidi Mouctar DICKO

